

EMPLOI

Le nombre de chômeurs s'est réduit de 29.500 en mars, ce qui ramène le taux de chômage à 8,3 %. Une centaine de statisticiens du ministère de l'Emploi ont manifesté, hier, pour protester contre la publication de chiffres jugés « non fiables ».

La forte baisse du chômage en mars ternie par la défiance des statisticiens

Déclenchée en janvier, la polémique sur les chiffres du chômage a franchi une nouvelle étape, hier, avec la grève des statisticiens du ministère de l'Emploi et le soutien qui leur a été apporté par une quarantaine d'universitaires, d'historiens et d'économistes. L'initiative, qui prend une tournure politique dans le contexte de l'entre-deux-tours, a rassemblé plusieurs personnalités proches de Ségolène Royal, parmi lesquelles Thomas Piketty, cofondateur de l'École d'économie de Paris, et Thomas Philippon, auteur d'un récent ouvrage sur le « capitalisme d'héritiers ».

A dix jours du second tour de la présidentielle, ceux-ci veulent empêcher la majorité sortante d'exploiter

la baisse du chômage affichée depuis presque deux ans. Celle-ci a été forte en mars : le nombre de demandeurs d'emploi s'est en effet réduit de 29.500 (-1,4 %), permettant de ramener le taux de chômage à 8,3 % de la population active, soit le plus bas depuis juin 1983.

La baisse a concerné toutes les catégories d'actifs, dont les jeunes (-1,4 %) et les chômeurs de longue durée (-3,2 %). Il faudra attendre le 2 mai pour qu'Eurostat, l'office statistique européen, publie ses propres estimations. Le mois dernier, il avait corrigé le taux de chômage à la hausse, de 0,4 point, à 8,8 % de la population active.

« L'affichage d'un taux de chômage artificiellement bas relève de la manipulation de l'opinion publique,

alors que les périodes électorales devraient être des moments de transparence sur le bilan des politiques menées », ont protesté les 40 chercheurs, dans une lettre adressée mercredi soir à Jean-Louis Borloo.

Réunir des « états généraux »

Le mouvement de grève a été, quant à lui, « assez suivi », estiment les syndicats. Une centaine de salariés de la Dares se sont rassemblés à l'heure du déjeuner pour protester contre la publication de chiffres « non fiables » entre les deux tours de la présidentielle. Dans le département « emploi et marché du travail », en charge de la publication des chiffres du chômage, la grève aurait été suivie par 44 % des agents.

Les syndicats du ministère, en coopération avec ceux de l'ANPE et de l'Insee, ne comptent pas en rester là. Ils prévoient de réunir des « états généraux » des chiffres du chômage, le 29 mai, pour proposer la mise en place de nouveaux indicateurs permettant de mieux appréhender la réalité du chômage, de la précarité et du sous-emploi.

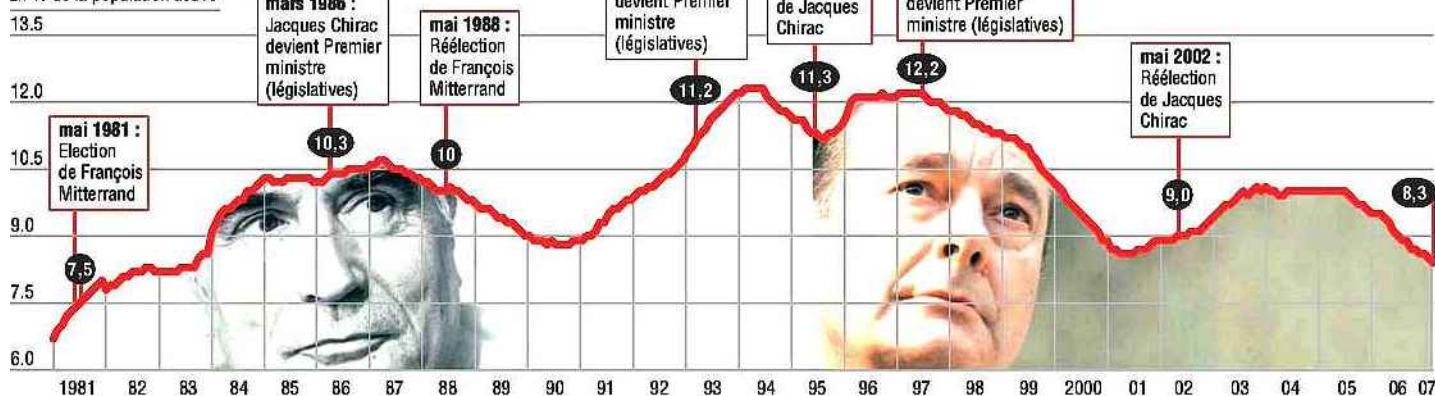
Une démarche proche de celle du Conseil national de l'information statistique qui, le 21 mars, a créé un groupe de travail chargé de produire de nouveaux outils de suivi.

LUCIE ROBEQUAIN

Retrouvez les statistiques complètes sur www.lesechos.fr/documents

Le chômage en France

En % de la population active



id / Source : Insee / Photos : AFP

Un recul qui n'a pas toujours profité à la majorité sortante

En 1988 comme en 2002, la baisse du chômage n'a pas permis à la majorité sortante de conserver le pouvoir. Sa hausse, en revanche, a toujours été sanctionnée.

● Mai 1981 : le chômage favorise l'alternance

Au printemps 1981, le taux de chômage s'élève à 7,5 %. Il n'a jamais été aussi élevé et ne cesse d'augmenter. François Mitterrand en fait l'une de ses principales armes contre la majorité sortante : « *Le désordre est dans le chômage et la vie chère [...] Pourquoi tant d'échecs ? C'est qu'il faut changer de politique.* » Il bat Valéry Giscard d'Estaing avec près de 52 % des voix, au second tour.

● Mars 1986 : une baisse trop timide

Le chômage s'inscrit en très légère baisse depuis l'été 1985, mais il concerne encore 10,3 % de la population active, ce qui en fait un

thème majeur de la campagne pour les législatives. « *Nous sommes le seul pays, le seul grand pays d'Europe industrielle à avoir vu le chômage diminuer depuis le début de l'année 1985. Nous avons stoppé le mal, nous ne l'avons pas encore guéri* », reconnaît François Mitterrand. Le bilan semble insuffisant, et la droite obtient une nette majorité à l'Assemblée nationale.

● Mai 1988 : aucun profit pour la droite

Le taux de chômage se situe à 10 %, en baisse constante depuis avril 1987. Jacques Chirac tente d'en obtenir le bénéfice électoral après deux années de cohabitation. Mais ce bilan ne suffira pas à maintenir la droite au pouvoir : « *Dans la lutte contre le chômage, il y a eu continuité dans l'échec* », lance François Mitterrand à son Premier ministre lors du face-à-face de l'entre-deux-tours.

● Mars 1993 : le constat d'échec de Mitterrand

Le chômage est en très forte hausse depuis janvier 1990. Il atteint le taux record de 11,2 %. La situation est mise à profit par la droite, qui obtient une nette majorité à l'Assemblée nationale. Trois mois plus tard, François Mitterrand reconnaît son échec. « *Depuis plus de douze ans, tout a été essayé [...]. Que le gouvernement soit conservateur ou socialiste, [...] le monde occidental souffre de la même manière.* »

● Mai 1995 : contre la fracture sociale

Le chômage concerne encore 11,3 % de la population active. Quoique faible, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi, depuis mars 1994, profite à la majorité sortante. « *En 1994, la France aura créé 230.000 emplois. La croissance n'est pas suffisante pour réduire le chômage, mais elle est nécessaire* », défend Jacques Chirac, qui s'em-

pare du thème de la « *fracture sociale* ». Il bat Lionel Jospin au deuxième tour de la présidentielle.

● Mai 1997 : chômage record et retour de bâton électoral

A 12,2 %, le niveau de chômage atteint un record historique au cours du premier semestre 1997. La hausse a été constante depuis l'été 1995, ce qui en fait l'un des points les plus désastreux du gouvernement Juppé. La sanction est lourde : la gauche obtient 319 sièges à l'Assemblée nationale.

● Avril 2002 : la gauche non récompensée

Le gouvernement Jospin est parvenu à réduire le nombre de demandeurs d'emploi de 900.000 en cinq ans. Le taux de chômage est revenu à 9,1 % en mars 2002. Mais le bilan de Lionel Jospin est terni par sa remontée depuis mars 2001. Le candidat socialiste ne parvient même pas au second tour. L. R.